

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARP OUEST- VEOLIA

ZI des Châtelets
rue du boisillon
22440 PLOUFRAGAN

Code AIOT : 0005500304

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement SARP OUEST- VEOLIA implanté ZI des Châtelets rue du boisillon 22440 PLOUFRAGAN. L'inspection a été annoncée le 28/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site de Ploufragan de la société SARP OUEST ne dispose que d'un seul piézomètre pour réaliser la surveillance des eaux souterraines. La réglementation ayant évolué et compte-tenu des enjeux et des installations présentes sur le site, une inspection ciblée sur le réseau piézométrique et la surveillance des eaux a été programmée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OUEST- VEOLIA
- ZI des Châtelets rue du boisillon 22440 PLOUFRAGAN
- Code AIOT : 0005500304
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société SARP OUEST est une société du groupe Veolia Propreté, spécialisé dans le traitement des déchets. L'installation de Ploufragan est dédiée à la collecte et au transit de déchets dangereux et non dangereux d'origine industrielle et urbaine (déchetteries), principalement :

- des huiles usagées,
- des déchets de vidange (sables de curage) : certains déchets de vidange pris en charge par les véhicules du site ne transitent pas sur le site car l'exutoire est à proximité,
- des déchets en vrac (déchets d'hydrocarbures, entretien de séparateur, vidange de cuve...), déchets contenant des solvants...,
- des déchets solides conditionnés (filtres à huiles, peintures, solvants, aérosols, emballages souillés, boues d'hydroxydes...).

La société SARP OUEST fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 13 octobre 1999 modifié le 2 juillet 2008 (renforcement des prescriptions relatives aux rejets et à la surveillance des eaux).

Il est également soumis au respect de la directive IED du 24 novembre 2010 pour son activité de stockage temporaire de déchets dangereux soumise à autorisation au titre de la rubrique 3550 de la nomenclature pour une capacité totale supérieure à 50 t (398 t de déchets dangereux). À ce titre, la société SARP OUEST a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire de mise en conformité IED et de constitution de garanties financières le 12 décembre 2016.

Concernant la collecte d'huiles usagées dans le département des Côtes d'Armor, l'exploitant dispose d'un agrément renouvelé par arrêté préfectoral portant agrément pour la collecte d'huiles usagées en date du 13 mars 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des eaux souterraines
- Contrôle du respect des dispositions relatives à la surveillance des rejets aqueux du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Protection des piézomètres – Fermeture	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
3	Qualité des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
4	Identification des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
5	Caractéristiques techniques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 I 3°65 III	/	Sans objet
9	Caractéristiques des rejets résiduels	Arrêté Préfectoral du 13/10/1999, article 11-5-1 modifié	/	Sans objet
10	Caractéristiques des rejets dans le réseau EP	Arrêté Préfectoral du 13/10/1999, article 11-5-3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection des piézomètres – Cimentation	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
6	Entretien des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11	/	Sans objet
7	Etude hydrogéologique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 I 2°65 III	/	Sans objet
8	Nombres d'ouvrage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 I 2°65 III	/	Sans objet
11	Autosurveillance périodique des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/07/2008, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a principalement porté sur la surveillance des eaux souterraines et superficielles.

Concernant la surveillance des eaux souterraines, le piézomètre existant ne permet pas à lui seul une surveillance correcte du milieu. Compte-tenu des enjeux et des installations présentes sur le site, une surveillance conforme à la réglementation est nécessaire. C'est pourquoi, un arrêté préfectoral complémentaire est proposé à M. le Préfet pour encadrer la mise en place d'un réseau piézométrique complet sur le site et la surveillance des eaux souterraines.

Concernant la surveillance des rejets aqueux du site, les actions mises en place suite à l'inspection montre une nette amélioration de la qualité des rejets avec de bons résultats d'analyses constatés sur le deuxième semestre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des piézomètres – Cimentation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La tête des forages est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.
Constats : Une cimentation de plus de 5 cm est présente sur le piézomètre. Le massif de ciment ne présente pas de fissure apparente. L'exploitant ne dispose pas des caractéristiques du piézomètre qui date d'au moins 1994. Selon les conclusions de l'étude hydrogéologique à réaliser, si ce piézomètre est toujours utilisable, l'exploitant devra vérifier que ces dispositions constructives sont conformes aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Protection des piézomètres – Fermeture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du forage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du forage est interdit par un dispositif de sécurité.
Constats : Un capot métallique est installé sur la tête du forage et dispose d'un dispositif approprié de fermeture. Le capot était fermé à clé lors de la visite et l'est par défaut. Le piézomètre est installé en contrebas du site. De part sa position, il n'est pas parfaitement isolé d'un risque de pollution par les eaux superficielles provenant du site. De plus, le capot de fermeture est fixé directement sur la dalle de cimentation sans disposer d'un joint permettant un parfait isolement du forage vis-à-vis d'une inondation ou d'une pollution par les eaux superficielles. Le tube interne dépasse seulement d'environ 10-15 cm de la dalle. Selon les conclusions de l'étude hydrogéologique à réaliser, si ce piézomètre est toujours utilisable, l'exploitant devra le remettre conforme vis-à-vis de la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Qualité des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau piézométrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour les forages qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.</p> <p>La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel.</p> <p>En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p>
<p>Constats : Le piézomètre dispose d'une margelle plate (absence de pente vers l'extérieur) de 30-50 cm de côté. Il n'y a pas de barrière de protection mais celui-ci étant installé en dehors des zones de circulation et étant signalé par un panneau, il n'y a pas de risque d'endommagement.</p> <p>La tête de l'ouvrage s'élève à moins de 50 cm au-dessus du terrain naturel.</p> <p>Selon les conclusions de l'étude hydrogéologique à réaliser, si ce piézomètre est toujours utilisable, l'exploitant devra le remettre conforme vis-à-vis de la réglementation en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Identification des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Repérage des piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tous les forages[...] sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.</p>
<p>Constats : Le piézomètre ne dispose pas d'identification.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que chaque piézomètre doit être identifié par un numéro, localisé sur le plan de masse du site, nivelé par rapport au nivellement général français (NGF) en utilisant un point de référence précis qui sert de repère lors des mesures piézométriques. La précision est centimétrique. L'endroit où est relevé la cote doit être matérialisé de façon pérenne. Le numéro d'identification du piézomètre doit être peint sur le tube. Une plaque métallique gravée peut également être fixée au tube, conformément à la norme NF X31-614 de décembre 2017.</p> <p>Selon les conclusions de l'étude hydrogéologique à réaliser, si ce piézomètre est toujours utilisable, l'exploitant devra le remettre conforme vis-à-vis de la réglementation en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Caractéristiques techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 I 3°65 III
Thème(s) : Risques chroniques, Identification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. [...] 3° [...] Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.</p> <p>L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM. [...]</p> <p>III. Les dispositions ci-dessus peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le piézomètre n'a pas été nivelé par un géomètre. Il ne dispose pas de repère de nivellement clairement identifié sur la tête de l'ouvrage.</p> <p>Selon les conclusions de l'étude hydrogéologique à réaliser, si ce piézomètre est toujours utilisable, l'exploitant devra le remettre conforme vis-à-vis de la réglementation en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entretien des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du réseau piézométrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les forages utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le piézomètre est facilement accessible. Les abords étaient propres lors de la visite. La cimentation était en bon état.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Etude hydrogéologique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 I 2°65 III
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau piézométrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. [...] 2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. [...]</p> <p>III. Les dispositions ci-dessus peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué qu'une étude hydrogéologique était référencée dans plusieurs documents de la société mais il n'a pas été en capacité de retrouver le document.</p> <p>L'Inspection a rappelé à l'exploitant qu'un forage peut être inapte à sa mission de contrôle ou de suivi s'il est mal implanté. Un piézomètre doit être implanté de telle sorte qu'il intercepte au mieux un éventuel panache de pollution imputable au site étudié.</p> <p>C'est pourquoi, la réglementation et les normes en vigueur imposent la réalisation préalable d'une étude hydrogéologique définissant un plan de surveillance de la nappe d'eau souterraine. Ce plan comprend les éléments d'implantation d'un réseau piézométrique constitué d'au moins 3 ouvrages (1 en amont et 2 en aval).</p> <p>Considérant que les enjeux et les installations présents sur le site sont susceptibles d'être à l'origine de pollution des eaux notamment par les hydrocarbures, un arrêté préfectoral complémentaire est proposé à M. le Préfet afin d'imposer la réalisation d'une étude hydrogéologique et l'installation d'un réseau piézométrique d'au moins 3 piézomètres.</p> <p>La conservation du piézomètre actuel dépendra des conclusions de l'étude réalisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Nombres d'ouvrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 I 2°5 III
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau piézométrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. [...] 2° [...] - le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : 3 ouvrages au moins sont implantés dont 1 en amont hydraulique, les 2 autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ; [...] III. Les dispositions ci-dessus peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines.
Constats : Le site ne dispose actuellement que d'un seul piézomètre pour réaliser la surveillance des eaux souterraines. Afin de se mettre en conformité par rapport à la réglementation et aux normes en vigueur, un arrêté préfectoral complémentaire imposant la réalisation d'une étude hydrogéologique et la mise en place d'un réseau piézométrique constitué d'au moins 3 ouvrages est proposé à M. le Préfet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Caractéristiques des rejets résiduels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/1999, article 11-5-1 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres de surveillance des eaux résiduelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rejet d'eaux résiduelles vers la station communale d'eaux usées de ST-BRIEUC (eaux de lavage extérieur, lessivage, eaux de ruissellement souillées), même en cas d'accident, devra répondre aux caractéristiques maximales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH compris entre 5,6 et 8,5 • T < à 30° C • MES < 600 mg/litre • DCO (NFT 90101) < 1 000 mg/l • DBO (NFT 90103) < 500 mg/l • Azote global < 150 mg/l • Hydrocarbures totaux (NF EN ISO 9377-2 et NF EN ISO 11423-1) < 10 mg/litre • Phénols < 0,1 mg/l • OHV : Organohalogénés volatils (NF EN ISO 10301) : 1 mg/litre • BTEX : Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène (NF EN ISO 11423-2) : 2 mg/litre • Débit journalier : 1000 <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Des dépassements récurrents, sur les paramètres de DCO, hydrocarbures et BTEX, sont constatés sur le suivi des eaux résiduelles (ER) depuis plusieurs années. Un dépassement en janvier et avril a été constaté sur 2022.</p> <p>L'inspection a indiqué à l'exploitant que des actions doivent être mises en place.</p> <p>L'exploitant a expliqué qu'il y a eu des changements importants dans les équipes sur ce site depuis quelques années, expliquant des lacunes au niveau du nettoyage des réseaux et des dispositifs de traitement.</p> <p>Post-inspection, le groupe a changé de laboratoire et un nouveau responsable d'agence est arrivé sur le site en septembre. Il a mis en place des procédures et des formations du personnel sur le nettoyage et les fréquences à respecter.</p> <p>Les analyses des eaux résiduelles de septembre et octobre 2022 montrent de très résultats.</p> <p>Le nouveau responsable d'agence veillera à continuer d'appliquer les actions mises en place, notamment avec le respect des fréquences de nettoyage et les procédures mises en place.</p> <p>Enfin, l'exploitant devra mettre en place, dans un délai de 3 mois, un dispositif de mesure du débit moyen journalier sur son point de rejet des eaux résiduelles afin de disposer des valeurs de ce paramètre comme demandé à l'article 11-5-1 de son arrêté préfectoral du 13/10/1999.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Caractéristiques des rejets dans le réseau EP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/1999, article 11-5-3
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres de surveillance des rejets vers le réseau EP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Aucun rejet d'eaux usées ou matières polluantes ne devra s'effectuer dans le réseau d'eaux pluviales.</p> <p>Tout rejet éventuel, même en cas d'accident devra répondre aux caractéristiques ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • DCO < 120 mg/l • DBO < 40 mg/l • Ph compris entre 5,5 et 8,5 • Hydrocarbures < 10 mg/l • Phénols < à 0,1 mg/l • Cyanures < 0,1 mg/l • Teneur totale en métaux lourds (Zn + Cu + Ni + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn) < 15 mg/l • Cadmium < 0,2 mg/l • Chrome hexavalent < 0,1 mg/l • Chrome trivalent < 3 mg/l
<p>Constats : Des dépassements et l'absence d'analyses sur certains paramètres étaient constatés pour le suivi des eaux pluviales (EP) depuis plusieurs années.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces problèmes de dépassement provenait d'un important « turn-over » du personnel depuis 6 ans sur le site. Le nettoyage du site était réalisé partiellement par les équipes précédentes.</p> <p>Post-inspection, le groupe a changé de laboratoire et un nouveau directeur d'agence est arrivé sur le site en septembre. De nouvelles procédures de nettoyage accompagnées d'une formation du personnel ont été mises en place. Une fréquence de nettoyage a également était revue.</p> <p>Les analyses du deuxième semestre ne montre aucun dépassement de valeur. L'exploitant devra donc veiller à continuer à ce que ces procédures de nettoyage et cette fréquence soient toujours correctement appliquées.</p> <p>Concernant les paramètres, seul le pH et la DBO5 sont encore manquants dans les dernières analyses. L'exploitant devra donc se rapprocher de son laboratoire afin de rajouter la mesure du pH et de la DBO5 pour les prochaines mesures.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Autosurveillance périodique des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2008, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence et paramètres de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une autosurveillance périodique de ses rejets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eaux pluviales et eaux souterraines : <ul style="list-style-type: none"> ◦ une analyse semestrielle sur les paramètres DCO, MES, BTEX, OHV et hydrocarbures totaux pour les eaux pluviales. ◦ deux analyses par an de la qualité des eaux souterraines à partir d'un prélèvement sur le piézomètre. Les paramètres mesurés sont ceux visés à l'article 2.1.11.5.1 et 2.1.11.5.3. • Eaux usées envoyées vers le réseau d'eau usée communal : <ul style="list-style-type: none"> ◦ une analyse mensuelle sur les paramètres DCO, MES, BTEX, OHV et hydrocarbures totaux est réalisée. <p>Un état trimestriel des résultats de l'ensemble des analyses effectuées est adressé à l'inspection des installations classées".</p> <p>Au regard des résultats transmis, les modalités de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant sur l'ensemble de ses rejets, pourront être modifiées en étant soit renforcées soit allégées.</p> <p>Dans le cas où des dépassements récurrents des valeurs de rejets prescrites à l'article 2.1.11.5 seraient constatés par l'inspection des installations classées, les conditions de rejets seront corrigées. Ces conditions pourront mentionner l'obligation d'effectuer, avant tout rejet, une mesure systématique de la qualité des effluents portant sur les paramètres suivants : hydrocarbures, MES, OHV et BTEX.</p> <p>En cas de dépassement des valeurs limites, les effluents ne pourront pas être envoyés vers le réseau et devront soit faire l'objet d'un traitement complémentaire soit être éliminés en tant que déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude du suivi des ER montre qu'il manque systématiquement la surveillance mensuelle du mois d'août. L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas d'analyse en août car le laboratoire ne passe pas. Il passe début septembre pour palier ce manquement. Deux analyses sont ainsi réalisées en septembre, en début et fin de mois.</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il rencontrait de gros problèmes avec son laboratoire. Aussi, il était en cours de réflexion pour changer de laboratoire.</p> <p>Post-inspection, le groupe a changé de laboratoire. Le mois d'août 2022 a bien été réalisé.</p> <p>Concernant les eaux souterraines, l'inspection a signalé à l'exploitant qu'il manquait l'analyses des paramètres suivants : MES, azote globale, OHV et BTEX.</p> <p>Les analyses du deuxième semestre montre que ces paramètres ont bien été analysés. Attention toutefois pour l'azote car le laboratoire a mesuré l'Azote Kjeldahl alors que l'arrêté préfectoral demande une analyse de l'azote global.</p> <p>Une refonte totale de la surveillance des eaux souterraines est proposé par arrêté préfectoral complémentaire. Aussi, l'exploitant devra refaire le point avec son laboratoire afin de mettre à jour son contrat conformément à ce nouvel arrêté une fois qu'il sera signé, notifié et que le nouveau réseau piézométrique sera installé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet